

Covid-19 : Les retraités appelés en renfort

MBAASSOUME
Libreville/Gabon

"DANS le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19, le ministre de la Santé invite tous les personnels de santé à la retraite à bien vouloir se faire enregistrer au secrétariat général du ministère ou dans les différentes directions générales de santé." Le communiqué, qui semble avoir fuité avant de revêtir tout caractère officiel – il ne comporte ni date, ni signature formelle de Max Limoukou – a de quoi surprendre. Autant par son opportunité que par la cible visée. D'abord son opportunité. Si, dans notre

pays, on note une augmentation désormais régulière de cas positifs au Covid-19 (30 annoncés hier soir), la communication du Comité de pilotage (Copil) du plan de veille et de riposte n'a pas, pour l'instant, adopté de ton alarmiste. Les équipes médicales sont prêtes, entend-on, au contraire, régulièrement. A l'inverse, appeler dès à présent en renfort les personnels à la retraite afin de constituer une sorte de réserve sanitaire semble vouloir dire une chose : que nos établissements et les professionnels, ceux en première ligne particulièrement, s'attendent à faire face à une augmentation significative du nombre de cas. Et, donc,

des besoins de prise en charge. Peut-être faudrait-il alors le dire clairement. Quitte à provoquer un électrochoc, notamment vis-à-vis de nos concitoyens encore sourds aux appels pourtant sans relâche à la prévention. La cible choisie, ensuite. Certes, nous sommes en guerre et la mobilisation doit être générale. Le recours aux retraités ressemblant alors à un appel sous le drapeau. Mais, indépendamment de l'amertume qu'ils pourraient nourrir à l'égard d'un Etat auquel ils reprochent de ne pas les

traiter en proportion des services rendus, nombre de nos seniors souffrent de comorbidités. Ce qui les rend particulièrement vulnérables aux risques de transmission du Covid-19. On pourrait leur garantir tous les équipements de protection (charlottes, masques, lunettes, casaques, gants, surchaussures, etc.), le risque de contamination n'en resterait pas moins réel. A moins de tenir cette population à risque éloignée de la ligne de front. Au fond, des retraités volon-

taires, pourquoi pas. Mais l'appel, puisqu'il s'agit de mobiliser la réserve pour faire face à la pandémie, doit également s'adresser à divers autres personnels : étudiants et internes, ingénieurs sanitaires, secrétaires médicaux et, même, psychologues, bref tous ceux qui disposent de formation et de compétences médicales. Comme cela se fait ailleurs. Dans un contexte tel que celui que nous connaissons, la communication ne peut se payer le luxe d'être hésitante et, encore moins, brouillonne.

Dispositif : 100 respirateurs et plus de 700 lits disponibles

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

LA situation épidémiologique du Covid-19 au Gabon est marquée par 3 nouveaux cas enregistrés, annonçait dimanche dernier le porte-parole du Comité de pilotage (Copil) du plan de veille et de riposte contre le coronavirus au Gabon, Guy-Patrick Obiang. Ce qui exige la mise en place d'une logistique efficiente dans la prise en charge des personnes atteintes du coronavirus. D'où des interrogations autour des équipements disponibles, notamment pour le traitement des cas présentant des complications. Faisant le point dimanche, Guy Patrick Obiang a indiqué : "Aujourd'hui, nous avons la capacité de prendre en charge 100 personnes qui présentent des problèmes respiratoires. Il y a, certes, quelques respirateurs qui nécessitent une petite maintenance, mais nous sommes capables de prendre en charge 100 personnes qui présenteraient des détresses respiratoires." Il a ajouté qu'une commande est en cours pour renforcer ce dispositif. Expliquant, par ailleurs, que

les structures sanitaires retenues pour le traitement des malades du Covid-19 disposent de 700 lits à Libreville. Et que 1 000 autres lits seraient en commande, pour anticiper une éventuelle flambée. "Nous pourrions assurer la prise en charge en cas de hausse du taux de contamination, voire aménager certaines infrastructures telles qu'un gymnase", a poursuivi le porte-parole du Copil. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 80% des personnes atteintes de Covid-19, guérissent sans avoir besoin de soins hospitaliers. Mais une personne sur six tombe gravement malade et peut développer des difficultés respiratoires. Avec ces nouvelles vagues de contaminations communautaires, le renforcement des équipements est exigé. Précisons que pour les patients présentant de graves symptômes de l'infection, un respirateur offre de meilleures chances de survie. Et toutes les structures hospitalières du monde sont actuellement à l'affût de cet appareil indispensable dans la prise en charge des patients du Covid-19 dans la phase aiguë de la maladie.

Stigmatisation, l'autre ennemi du combat

Issa IBRAHIM
Libreville/Gabon

EST-Il encore besoin de le rappeler : le coronavirus n'est pas une maladie honteuse. A travers le monde, personnalités et célébrités ont publiquement annoncé leur contamination, se sont autoconfinées et s'en sont sorties plus ou moins bien, puisqu'on en guérit souvent sans être allé dans une structure hospitalière. Quelques cas parmi tant d'autres : les chanteurs français Patrick Bruel et CharElie Couture ont annoncé jeudi dernier se remettre du coronavirus. Le Premier ministre canadien Justin Trudeau, qui s'était placé en quarantaine à l'annonce de la contamination de son épouse Sophie, reste à l'isolement, malgré la guérison de cette dernière. Le Prince Charles, héritier de la couronne britannique, testé positif, a terminé hier une quarantaine de sept jours mais a décidé de s'isoler une semaine supplémentaire... D'où vient alors que certains, sous nos latitudes, se mettent soudainement à développer des attitudes discriminatoires à l'égard des personnes ayant contracté ce virus ? Lors de sa conférence de presse quotidienne du samedi 4 avril 2020,



Photo : H.N.M/L'Union

Le porte-parole du Copil, Guy-Patrick Obiang Ndong.

le porte-parole du Comité de pilotage (Copil) du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à coronavirus, Guy-Patrick Obiang Ndong, a fustigé ces "actes d'incivisme grandissant" constatés depuis quelque temps sur les réseaux sociaux contre des "personnes qui n'ont pas demandé à être malades et ont fait preuve de courage en appelant le 1410 (numéro vert, ndlr) pour se faire dépister." Cela se traduit dans les faits par la publication des noms et même parfois des photos de ces personnes, qui ne "doivent pas être victimes de discrimination, ni de stigmatisation". Des comportements susceptibles, s'ils venaient à s'installer dans les habitudes, de porter un grand coup à l'effort collectif, auquel tout le monde (gouvernants, population...) participe, en vue

d'endiguer la propagation du Covid-19. Car, ne perdons pas de vue qu'un seul cas qui ne se signale pas, par peur de stigmatisation ou de discrimination, reste un potentiel danger et même une bombe à retardement à la fois pour lui-même d'abord, pour son entourage et pour le reste de la société en général. Surtout que nos autorités sanitaires notent "une phase de transition épidémiologique dans notre pays où nous sommes en train de passer d'une épidémie de type importé à une épidémie de type communautaire dont la vitesse de propagation peut être redoutable si certaines personnes continuent à faire un déni de cette épidémie". Prenons donc garde de développer des attitudes contreproductives dans ce combat commun.

